

PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

18 NOV. 2014

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Blois, le

Unité territoriale de Loir-et-Cher

Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations
Service Protection de l'Environnement
et des Animaux de Loisir
34, avenue Maunoury – BP 10269
41006 BLOIS Cedex

Société SITA CENTRE OUEST
à FOSSE

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

à
Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
(DDCSPP/SPEAL)

OBJET : Mise en place de garanties financières pour la mise en sécurité des installations de l'établissement SITA CENTRE OUEST sur la commune de FOSSE.

PJ : 1 projet d'APC

I. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

L'alinéa 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement soumet certaines catégories d'installations à garanties financières pour la mise en sécurité lors de la mise à l'arrêt définitif depuis le 1er juillet 2012. Cette disposition vise à permettre de réaliser dans des conditions satisfaisantes le retrait des déchets et/ou des produits dangereux, l'élimination des risques d'incendie et d'explosion, la clôture des installations pour éviter tout risque pour les personnes et l'environnement et éventuellement la surveillance des milieux (eaux souterraines) en cas de pollution.

Un délai d'application du décret de deux ans à compter de la date d'exigibilité de ces garanties financières a été accordé pour les installations existantes afin de permettre aux exploitants d'anticiper ces obligations. Ce délai doit être mis à profit pour anticiper les échéances prévues à l'article R516-5-1.

Il appartient aux exploitants concernés de calculer le montant de la garantie à retenir en fonction des opérations de mise en sécurité qui seront à réaliser lors de la mise à l'arrêt des installations.

II. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Raison sociale : SITA CENTRE OUEST

Siège social : 6, rue Gaspard Monge, ZA de Conneuil à 37270 MONTLOUIS-SUR-LOIRE

Adresse de l'établissement : Lieu-dit « Bel Air » à 41330 FOSSE

Activité principale : Centre de tri, de transfert de déchets et plate-forme de broyage de bois

III. CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES

La société SITA CENTRE OUEST est autorisée par arrêté préfectoral du 10 juin 2008 à exploiter un centre de tri, de transfert de déchets et une plate-forme de broyage de bois.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, le site est concerné du fait de l'exploitation d'installations soumises aux rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinea
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m ³ .
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m ³ .
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. 1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.

Les activités connexes aux installations précitées sont également visées. On entend par installation connexe toutes les installations qui sont nécessaires au fonctionnement de l'installation soumise à garanties financières en intégrant les déchets de toutes natures ou les produits dangereux générés et utilisés par l'installation. Sont notamment visées les installations suivantes :

- Aire de lavage ;
- Aire de distribution de carburant ;
- Pont bascule ;
- Locaux administratifs ;
- Voies de circulation ;
- Parking ;
- Réseaux de collecte des effluents.

Par courrier en date du 24 décembre 2013, complété le 18 septembre 2014, l'exploitant a fourni à l'inspection des Installations Classées un dossier de calcul du montant de la garantie financière applicable dont le montant s'élève à 168 289,95 € TTC.

IV. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Après examen par la DREAL, compte tenu des compléments apportés par l'exploitant en date du 18 septembre 2014 et après actualisation du calcul du montant, ce calcul est considéré comme conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines. Le calcul est également conforme aux dispositions de la note DGPR référencée BSSS/2013-265/EF du 20 novembre 2013.

Le montant des garanties financières ainsi calculées s'élève à **168 350,83 euros TTC**.

Certaines données qui encadrent ce calcul doivent être désormais prises en compte dans les prescriptions préfectorales, et concernent :

- le taux de TVA applicable qui est 20% ;
- la dernière valeur de l'indice public TP01 de 700,4 (indice de juillet 2014).

De même, la quantité maximale de déchets et de produits dangereux entreposés sur le site est précisée dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire conformément aux dispositions du paragraphe V.B de l'annexe I de la note DGPR du 20 novembre 2013 précitée.

Type de déchets	Nature des déchets présents sur site	Quantité maximale stockée sur site
Déchets dangereux total <1 tonne	- Batteries	<1 t, soit 3 m³
Déchets non dangereux total 2159 tonnes	- Déchets non dangereux en mélange - Métaux ferreux et non ferreux - Papiers, cartons - Polymères - Déchets Bois - Pneus - Journaux, revues, magazines issus de collectes sélectives des ménages - Emballages - Déchets végétaux - DEEE - Verre	405 t, soit 1350 m³ 140 t, soit 900 m³ 117 t, soit 450 m³ 36 t, soit 450 m³ 1245 t, soit 7320 m³ 54 t, soit 300 m³ 50 t, soit 210 m³ 30 t, soit 250 m³ 12 t, soit 150 m³ 20 t, soit 200 m³ 50 t, soit 150 m³
Produits dangereux total 180 litres	- Boues du séparateur à hydrocarbures	180 litres

Le coût lié à l'installation de 3 piézomètres ainsi que les montants relatifs à la surveillance des eaux souterraines ont été intégrés dans le calcul proposé par l'exploitant.

Le présent projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été communiqué à l'exploitant qui n'a pas formulé de remarque particulière.

V. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

En application des dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher de fixer par arrêté complémentaire le montant des garanties financières applicables à la société SITA CENTRE OUEST, à **168 350,83 euros** tel que précisé au paragraphe 3.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher de soumettre le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint au présent rapport, au prochain CODERST.

L'Ingénieur de l'Industrie et des Mines
habilité.

Vu et transmis avec avis conforme,
A Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher,
Pour le directeur et par délégation,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Loir-et-Cher,

Copie : DREAL (SEIR)